

livrer un instant à la confiance et espérer que l'Etat ne serait pas déchiré. Apportait-il cependant devant cette assemblée, dont il réclamait le concours, une solution aux difficultés qui pesaient sur la France?

C'est ici qu'il faut sonder ces difficultés, telles qu'elles éclatèrent à travers les déclarations des chefs de parti, les doléances des représentants de la nation, les incertitudes et les contradictions des dépositaires de l'autorité royale.

C'est ici qu'il faut peser combien des deux côtés était redoutable l'alternative posée à la France : la guerre ou la paix avec l'hérésie.

La guerre, inévitable si l'on refusait droit de cité à l'hérésie, ne pouvait manquer d'être terrible. Le chef des protestants, l'amiral de Coligny, avait pris soin d'écartier à cet égard toute illusion, lorsqu'après avoir présenté à genoux la requête de ses coreligionnaires au roi, pour obtenir la liberté de leur culte, il avait ajouté que dans la seule province de Normandie cinquante mille hommes étaient prêts à la signer et la soutenir. Et cette guerre terrible à quoi servirait-elle? Quel qu'en fût le succès, extirperait-elle la foi nouvelle? L'expérience n'avait-elle pas déjà démontré l'insuffisance de la force à ramener les âmes égarées? Inutile donc pour le triomphe de l'Eglise, la guerre ne serait-elle pas ruineuse pour l'Etat? La France déchirée ne serait-elle pas affaiblie? Devait-elle en tournant ses forces contre elle-même se désarmer en face de l'Espagne, toujours menaçante et prête à profiter de nos désastres pour opprimer l'Europe? Et à l'intérieur, la royauté s'engageant dans une lutte intestine ne serait-elle pas à la fois ébranlée par le parti qu'elle combattrait, dominée et asservie par le parti dont elle épouserait la querelle? Le peuple enfin, en proie à des discordes qui s'envenimeraient en se prolongeant, loin de devenir plus religieux, ne deviendrait-il pas au contraire